



2^{ÈME} RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DU RÉSEAU OHI-EU Saint-Mandé, France, 28-29 janvier

Le groupe de travail du réseau OHI-UE (IENWG) créé par le comité de coordination inter-régional (IRCC) pour surveiller et traiter des activités et processus développés sous l'égide de l'Union européenne (EU), a tenu sa seconde réunion à Saint-Mandé, France, les 28 et 29 janvier 2015, à l'invitation du Service hydrographique français (SHOM).

Participaient à la réunion, qui était présidée par la France, des représentants du Danemark, de la France, de l'Allemagne, de la Norvège, de l'Espagne, de la Suède et du Royaume-Uni. Le directeur Gilles Bessero y représentait le BHI. La réunion a été organisée en trois sessions. Les deux premières sessions ont été consacrées à l'examen de la situation et des perspectives du réseau européen d'observation et de données du milieu marin (EMODnet) et de la planification de l'espace maritime, respectivement. Les représentants de la Commission européenne (direction générale des affaires maritimes et de la pêche - DG Mare) ont participé à ces sessions. La dernière session s'est concentrée sur le plan de travail du groupe de travail.



EMODnet et questions connexes

Le groupe de travail a été informé par la DG Mare que l'annonce du résultat de l'appel d'offres sur la cartographie côtière auquel un consortium dirigé par le SHOM et incluant 11 autres Services hydrographiques avait répondu, est attendue en mars. La DG Mare a indiqué qu'un nouvel appel d'offres sur l'importation, et la conservation en toute sécurité, des données marines détenues à la fois par les opérateurs publics et privés, était en préparation avec un budget de 4 millions d'euros. Un autre appel d'offres est prévu plus tard en 2015, probablement au cours du dernier trimestre, pour lancer la troisième phase d'EMODnet (EMODnet III), avec un budget de 5 millions d'euros. L'objectif sera de passer de modèles de terrain numérique à faible résolution (approximativement 250 m) à des modèles à résolutions multiples, alignés sur la résolution de collecte des données hydrographiques. Prenant bonne note de l'exigence de la Commission européenne que ces données et modèles soient en libre accès, l'IENWG a souligné les enjeux politiques relatifs à la sécurité nationale et au recouvrement des coûts.



Planification de l'espace maritime

Le groupe de travail a examiné la récente directive de l'UE sur la planification de l'espace maritime (MSP) qui est entrée en vigueur en septembre 2014. Il est demandé aux Etats membres de l'UE de transposer la directive dans leur législation nationale avant septembre 2016. A cette date, l'autorité nationale responsable de la MSP devra être nommée et un processus de consultation du public et des parties prenantes devra être établi. La directive exige également que les plans couvrant les eaux territoriales et les zones économiques exclusives de chaque Etat membre soient en place d'ici 2021. L'Allemagne a présenté ses dispositions nationales. Le groupe de travail a noté que bien que le rôle des SH puisse se limiter à la fourniture d'une bathymétrie à faible résolution à l'appui de la phase de planification générale, la MSP offre l'opportunité aux SH de se positionner en tant que points focaux nationaux de la MSP, dans le cadre de la mise en place des infrastructures des données spatiales maritimes.

Plan de travail

Les items de travail suivants ont été identifiés par l'IENWG :

- Mettre en œuvre le projet de cartographie côtière, sous réserve du succès de l'offre ;
- Préparer EMODnet III ;
- Superviser les initiatives de l'UE qui concernent les SH ;
- Sensibiliser les organes et groupes de l'UE sur les activités et les enjeux des SH.

En raison de l'incertitude du résultat de l'appel d'offres sur la cartographie côtière, les SH représentés à la réunion sont réticents à affecter des ressources pour la préparation d'EMODnet III. A la suite d'une présentation de la Suède sur la création et l'exploitation de la [base de données bathymétriques de la mer Baltique](#), l'IENWG a convenu qu'inviter les autres commissions hydrographiques régionales (CHR) concernées à envisager de mettre en œuvre un concept similaire dans leur région constituerait la meilleure préparation à EMODnet III. L'Allemagne, assistée par la Suède et le BHI, préparera un document qui sera peaufiné par le groupe de travail puis communiqué aux présidents des CHR.

Le groupe de travail a invité le président à chercher l'opportunité d'établir des contacts avec l'intergroupe du Parlement européen sur les « Mers, rivières, îles et zones côtières ».

Suite à une demande d'une partie prenante de l'industrie soumise au BHI, le groupe de travail a convenu d'examiner également comment la directive de l'UE relatives aux équipements marins pourrait renforcer l'obligation de mettre à jour les équipements à logiciel prépondérant comme l'ECDIS, pour qu'ils soient en conformité avec la dernière version des normes pertinentes. Le représentant du BHI a accepté de préparer un document de contexte pour un examen plus approfondi de l'IENWG.

Les futurs événements en rapport avec l'objectif de l'IENWG incluent la célébration de la Journée maritime européenne les 28 et 29 mai et un jamboree « EMODnet » en octobre de cette année. Le président prendra contact avec la Grèce, en tant qu'Etat membre hôte, sur l'éventuelle implication de l'IENWG dans le programme de la Journée maritime européenne.

Prochaine réunion

La 3^{ème} réunion de l'IENWG dépendra du résultat des appels d'offres sur la cartographie côtière et des opportunités d'établir des contacts avec le secrétariat d'EMODnet. La vidéo/téléconférence sera privilégiée comme support de communication.



5^{ÈME} CONFÉRENCE INTERNATIONALE EN ROUTE SUR LA « E-NAVIGATION »

MS Pearl Seaways, en mer, 27 - 29 janvier

La 5^{ème} conférence internationale en route sur la « e-navigation » a été organisée sur le ferry de la mer baltique *Pearl Seaways* du 27 au 29 janvier par l'autorité maritime danoise et l'association internationale de signalisation maritime (AISM). Un programme complet regroupant des intervenants internationaux a donné lieu à des discussions animées sur la manière de mettre en œuvre le concept de « e-navigation ».

Plus de 150 représentants du monde entier participaient à la Conférence et représentaient les intérêts des navigateurs, des administrations maritimes, d'Etats du pavillon importants, des fabricants d'équipements de navigation, des universités, et des organisations maritimes internationales.



Le MVV *Pearl Seaways* prêt à quitter Copenhagen

Le capitaine de vaisseau Simon Peletier, président de l'association internationale des pilotes maritimes (IMPA) a prononcé un discours d'ouverture dans lequel il demande instamment aux participants de se concentrer sur la fourniture de capacités pratiques en matière de « e-navigation », lesquelles rendraient plus facile et plus sûre la tâche du navigateur à la mer. Ont suivi des observations

de M. Alan Blume, commissaire adjoint des affaires maritimes pour les îles Marshall, représentant un Etat du pavillon important. M. Blume a confirmé que la « e-navigation » fournirait les moyens de rendre les opérations et prescriptions actuelles en mer plus sûres et plus efficaces – et qu'elle ne sera pas un prétexte pour imposer des obligations et des charges de travail additionnelles aux navigateurs. Des intervenants de l'industrie, de l'université et des développeurs de capacités en matière de « e-navigation » ont ensuite fourni des informations sur leurs activités et sur la façon dont celles-ci contribueront à la mise en œuvre réussie de la « e-navigation ».

Le président Robert Ward, représentant l'OHI, s'est également exprimé devant la Conférence. Il a décrit le rôle sous-jacent que joue l'hydrographie dans l'ensemble des activités humaines qui ont lieu dans, sur ou sous la mer. Il a poursuivi en décrivant la manière dont l'hydrographie et la cartographie marine sous-tendent de nombreux aspects de la « e-navigation », qu'il décrit comme « *l'intranet maritime* », où les navigateurs, les exploitants de navires et tous les participants aux activités commerciales maritimes peuvent fournir et obtenir des informations numériques autorisées et pertinentes d'une façon plus simple et meilleure qu'à présent.

Il a souligné le rôle de la norme d'échange de données de l'OHI S-100 basée sur les normes de l'ISO comme un élément fondamental de la « e-navigation » qui assure que les informations sont saisies une fois seulement et sont interopérables avec toutes les autres informations connexes dans l'environnement d'information numérique de la « e-navigation ».

Une version nord-américaine de la conférence en route sur la « e-navigation » se tiendra du 28 au 30 septembre à New York, USA. La sixième Conférence sur la « e-navigation » en Europe se déroulera début février 2016.



VISITE DE COURTOISIE DU PROFESSEUR ADOTÉ BLIM BLIVI, VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE (COI)

BHI, Monaco, 15 janvier

Le professeur Adoté Blim Blivi, de l'université de Lomé (Togo), directeur du centre national de données océanographiques du centre de gestion intégrée du littoral et de l'environnement (<http://www.nodc-togo.org/>), a effectué une visite de courtoisie au BHI en janvier. En tant que vice-président de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO, le professeur Blivi a participé à l'atelier de trois jours, organisé par le centre international de coordination sur l'acidification des Océans de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le Prof. Blivi a rencontré le président Robert Ward et le directeur Gilles Bessero. En qualité d'ancien participant actif aux conférences de la Commission hydrographique de l'Atlantique oriental (CHAtO), il s'est excusé de n'avoir pu participer à la CHAtO-13 à Casablanca, en septembre 2014. Le directeur Bessero et l'adjoint aux directeurs Alberto Costa Neves ont présenté au Prof. Blivi la stratégie actualisée de l'OHI en matière de renforcement des capacités qui pourrait être d'intérêt pour la COI. Il lui ont également remis toute la documentation pertinente de l'OHI.



Le Prof. Blivi a donné des informations sur le Haut Conseil pour la Mer que le président de la république du Togo a réuni en septembre 2014. Ce conseil qui comprend le groupe de travail national sur l'hydrographie, l'océanographie et la sécurité de la navigation maritime du Togo, doit devenir un outil important de sensibilisation des parties prenantes maritimes dans le pays et la région aux questions hydrographiques. En octobre, cette année, la république togolaise prévoit d'accueillir un sommet sur la sécurité maritime qui réunira les chefs des Etats côtiers de l'Union africaine. Le Prof. Blivi étudie actuellement la possibilité d'organiser une manifestation parallèle sous le thème « Les Océans et les grands enjeux » qui pourrait aider à promouvoir les activités de l'OHI et de sa Commission hydrographique de l'Atlantique oriental, consécutivement à ce sommet.